



LA BANQUE MONDIALE
BIRD • IDA | GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Numéro 03

Juillet à Septembre 2025



PASTORALISME Mag

Le magazine d'information trimestriel
du Projet Régional d'Appui au Pastoralisme
au Sahel-Phase 2 (PRAPS-2)



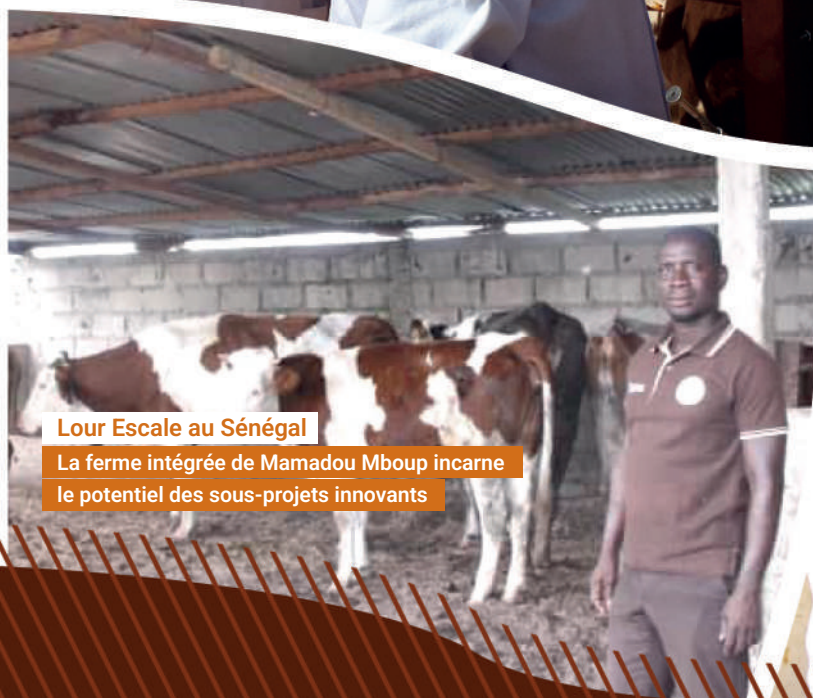
Mauritanie

Les femmes en première ligne dans la
lutte contre les maladies animales.



Bibata Soro

Un modèle d'entrepreneuriat féminin
en embouche bovine et ovine



Lour Escalé au Sénégal

La ferme intégrée de Mamadou Mboup incarne
le potentiel des sous-projets innovants



Mamadou Alpha Sy

Le succès d'un agro-entrepreneur visionnaire

SOMMAIRE

LETTRE DE L'ÉDITEUR 3

ÉDITORIAL 4

ACTUALITÉS 5

- Actualités régionales 5
- Burkina Faso 7
- Mali 8
- Mauritanie 10
- Niger 11
- Sénégal 12
- Tchad 13

FOCUS 15

- Mauritanie
Les femmes en première ligne dans la lutte contre les maladies animales 15
- Bibata Soro
Un modèle d'entrepreneuriat féminin en embouche bovine et ovine à Diébougou 18

TERRAINS 19

- Burkina Faso
PRAPS 2-BF
Autonomiser les femmes et les jeunes grâce aux activités génératrices de revenus 19
- Mali
PRAPS-2
Mali 860 porteurs d'activités génératrices de revenus soutenus en 2025 pour renforcer l'autonomisation économique des ménages pastoraux 21
- Mauritanie
Terres pastorales dégradées
2 000 hectares de terres restaurés dans quatre wilayas 22
- Niger
Le PRAPS-2 renforce la résilience pastorale durant la période de soudure 24
- Sénégal
Lour Escale au Sénégal
La ferme intégrée de Mamadou Mboup incarne le potentiel des sous-projets innovants de la chaîne de valeur du bétail 27
- Tchad
Au cœur des marchés à bétail d'Oyo Un souffle nouveau pour le pastoralisme 29

PARTIE PRENANTE 30

- Interview 30

INNOVATIONS 35

- Mamadou Alpha Sy
Le succès d'un agro-entrepreneur visionnaire 35

PASTO PLUS 37

- Année internationale des parcours et des pasteurs en 2026
Au Sahel, en l'Afrique de l'Ouest et du Centre, l'heure de la mobilisation a sonné 37

AGENDA 39

Directeur de publication :

Dr Abdoulaye MOHAMADOU,
Secrétaire Exécutif du CILSS

Directrice déléguée de publication :

Dr Edwige YARO BOTONI,
Coordonnatrice Régionale du PRAPS-2

Directeur de la rédaction :

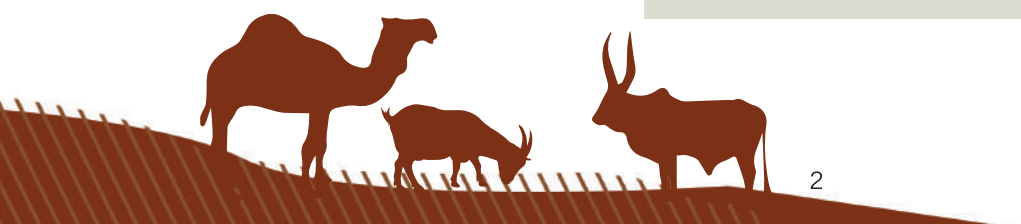
Abdoulkarim DAN KOULOU,
Chef UAM-CID/CILSS

Rédacteur en chef :

Roger SANKARA,
PRAPS-2/CILSS

Equipe de rédaction :

Mikaïllou KERE, PRAPS-2 Burkina Faso
Maimounatou TOURE, PRAPS-2 Mali
Dewa DIANIFABA, PRAPS-2 Mauritanie
Sani Rabiou MAREY, PRAPS-2 Niger
Baye Makébé SARR, PRAPS-2 Sénégal
Souleymane Mahamat ABDERAMANE,
PRAPS-2 Tchad



LETTRE DE L'ÉDITEUR

Le pastoralisme, pivot du développement durable du Sahel



Chèr(e)s lectrices et lecteurs. Nous avons célébré la 40^{ème} journée du Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS) le 12 septembre 2025. Cette célébration était placée sur le thème : « Des populations

ouest-africaines et sahéliennes résilientes pour relever les défis de la sécurité alimentaire, de l'adaptation au changement climatique et assurer le développement durable de la région ».

Je saisis l'occasion de cette parution pour souligner la contribution du pastoralisme à la résilience des communautés sahéliennes face aux chocs multiples, au bien-être des populations et à l'essor économique de la région. En effet, la mobilité pastorale constitue une réponse aux risques (sécheresses, épizooties, insécurité civile) touchant les systèmes pastoraux, impactant les conditions de vie des pasteurs et perturbant l'approvisionnement des marchés et l'économie régionale. Par leurs déplacements, les troupeaux ont accès aux ressources naturelles et s'insèrent plus aisément dans les circuits de commercialisation au fil de leur parcours. L'élevage

pastoral participe ainsi à l'intégration régionale, fournit des aliments à haute valeur nutritive (viande, lait, etc.) et contribue à hauteur de 15% au produit intérieur brut des pays sahéliens.

Je voudrais une fois de plus insister sur la nécessité pour les acteurs de mise en œuvre du Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel-Phase 2 (PRAPS-2) à redoubler d'efforts en vue de libérer tout le potentiel de l'élevage pastoral. C'est pourquoi il est nécessaire de finaliser dans les plus brefs délais les restructurations convenues à la revue à mi-parcours du projet afin de diligenter les investissements restants.

Je salue la dynamique de suivi de proximité de la mise en œuvre des activités du projet, gage de l'accélération des chantiers. Je réaffirme l'entière disponibilité du CILSS à appuyer les pays dans la conduite des activités et dans la consolidation des interventions visant le développement des chaînes de valeur agropastorales dans la région. Tout en remerciant sincèrement la Banque mondiale pour sa présence permanente aux côtés des communautés sahéliennes, j'exhorte l'ensemble des partenaires de développement à œuvrer dès à présent à la pérennisation des acquis du PRAPS-2, notamment dans le cadre de l'opérationnalisation de la Déclaration du Forum Nouakchott +10 sur le développement des élevages et la sécurisation des systèmes pastoraux.

Je vous souhaite une excellente lecture !

Dr Abdoulaye MOHAMADOU
Secrétaire Exécutif du CILSS



ÉDITORIAL

Soutenir davantage les pasteurs dans leur marche vers la résilience et la prospérité



Chères lectrices,
chers lecteurs,

C'est avec un grand plaisir que je vous adresse ces mots à l'occasion de la parution de ce nouveau numéro de notre magazine, vitrine des avancées du Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au

Sahel-Phase 2 (PRAPS-2).

La 7^{ème} réunion du Comité Technique Régional (CTR) du PRAPS-2 s'est tenue le 10 juillet 2025 par visio-conférence. Instance de gouvernance du projet, le CTR poursuit l'efficacité et l'efficience dans la mise en œuvre des activités. La 7^{ème} session a permis de partager les conclusions de la revue à mi-parcours du projet, à l'issue de la réunion de synthèse tenue du 05 au 13 mai 2025 à Saly Portudal au Sénégal. Les membres statutaires ont salué les progrès réalisés, approfondi l'examen des défis et formulé des recommandations stratégiques en vue de consolider les acquis dans les mois à venir. Parmi les priorités figurent la finalisation des restructurations du projet et du cadre de résultats, la poursuite de l'accompagnement aux pays dans l'organisation des campagnes de vaccination transfrontalière, l'élaboration d'un plan d'actions pour l'opérationnalisation de la déclaration de Nouakchott+10 et l'exploration des perspectives de renforcement du financement des activités régionales.

Je voudrais une fois de plus inviter les équipes de mise en œuvre du projet à travailler sans relâche à l'atteinte du cap ainsi fixé, notamment

en diligentant la mise en œuvre non seulement de ces recommandations, mais également des plans d'actions prioritaires convenus. Il s'agit ainsi de répondre aux besoins des communautés pastorales et agropastorales en facilitant l'accès aux soins vétérinaires, aux ressources pastorales, aux marchés, aux financements, ainsi qu'aux dispositifs favorisant leur inclusion socio-économique. Dans cette dynamique, je voudrais saluer le travail des unités nationales de coordination qui ont permis aux pasteurs et agropasteurs de faire face à la récente soudure pastorale. Les appuis en aliments du bétail et les opérations de vaccination ciblées, entre autres, ont été déterminants dans le renforcement de la résilience des bénéficiaires pendant cette période.

Les prochains mois seront rythmés par des activités majeures, notamment la tenue en novembre de la 9^{ème} mission d'appui à la mise en œuvre du projet par visio-conférence, suivie de la réunion de synthèse le 8 décembre et de la 8^{ème} réunion du CTR les 9 et 10 décembre 2025 à Ouagadougou au Burkina Faso.

Le PRAPS-2 reste fidèle à sa mission : accompagner les pasteurs et agropasteurs dans leur quête de résilience, de prospérité et de paix sociale. Grâce à l'implication croissante des organisations professionnelles, à la mobilisation de tous les partenaires de mise en œuvre et à l'engagement des équipes, nous avançons ensemble vers un pastoralisme plus inclusif, durable et intégré à l'échelle régionale.

Je vous remercie pour votre fidélité à ce magazine, et vous invite à découvrir dans les pages suivantes les témoignages, les innovations et les réussites, véritables raisons d'être du PRAPS-2.

Dr Edwige YARO BOTONI

Coordonnatrice régionale du PRAPS-2



ACTUALITÉS

ACTUALITÉS RÉGIONALES

Sauvegarde environnementale et sociale, Genre, VBG, qualité, hygiène, santé et sécurité au travail : le personnel du CILSS se forme pour un cadre professionnel davantage sain, responsable et durable

Le Secrétaire Exécutif du CILSS, Dr Abdoulaye MOHAMADOU, a procédé à l'ouverture officielle de la formation dédiée au personnel de son institution sur les notions de sauvegarde environnementale et sociale, de genre et violences basées sur le genre, de qualité, hygiène, santé, sécurité et environnement au travail (QHSSE), ce lundi 22 septembre 2025 à Ouagadougou. Cette formation tenue du 22 au 25 septembre, a été soutenue par la composante 1 du FSRP (Food System Resilience Program) et le Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel-Phase 2 (PRAPS-2), mis en œuvre avec l'appui technique et financier de la Banque mondiale.

Le Secrétaire Exécutif du CILSS, Dr Abdoulaye MOHAMADOU, a salué l'initiative de ce renforcement de capacités et établi sa cohérence avec la politique de gestion et de développement des ressources humaines de l'institution, axée sur la préservation de la sécurité, de la santé et de la qualité de vie au travail. Il a relevé le caractère impératif de la démarche et marqué sa disponibilité à accompagner l'intégration opérationnelle des notions développées.

Les modules interactifs animés par les expert(e)s en charge du genre et de la sauvegarde environnementale du PRAPS-2 et de la composante 1 du FSRP, appuyés par un consultant, sont centrés sur le cadre de gestion environnementale et sociale, les notions de genre et de violences basées sur le genre, le mécanisme de gestion des plaintes, ainsi que les exigences et les bonnes pratiques en matière de qualité, hygiène, santé, sécurité et environnement au travail (QHSSE). Cette formation permettra de renforcer la culture organisationnelle du

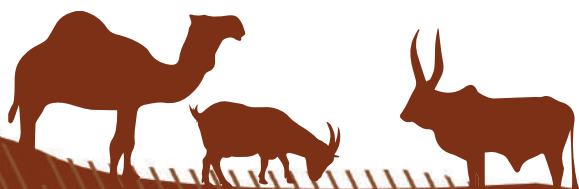
CILSS autour de la protection des travailleurs et de l'environnement, de la sécurité, du bien-être et de la performance globale.

Les participants ont recommandé un diagnostic des risques de potentiels susceptibles d'affecter le cadre de vie suivi de la formulation et de la mise en œuvre d'un plan d'action opérationnel en vue d'améliorer le cadre de travail.

Clôture des travaux, le Secrétaire Exécutif du CILSS, Dr Abdoulaye MOHAMADOU, a exprimé sa disponibilité à appuyer la concrétisation de ces recommandations.



Le personnel du CILSS est outillé à améliorer la qualité du cadre de travail.



Suivi des conflits liés à l'élevage mobile

Au Togo, des cadres outillés pour une collecte numérique des données

L'Unité régionale de coordination du Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel-Phase 2 (PRAPS-2) a organisé, du 1er au 3 juillet 2025 à Atakpamé (Togo), un atelier de renforcement des capacités des cadres du ministère en charge des ressources animales du Togo pour une maîtrise des outils de collecte numérique des données sur les conflits liés au système d'élevage mobile.

L'atelier avait pour objectif de partager avec les participants la méthodologie et les outils de collecte des données sur les conflits liés à l'accès et à l'usage des ressources naturelles par l'élevage mobile. Il s'agissait notamment de renforcer leurs compétences dans l'utilisation d'outils numériques de collecte de données, tels que KoboToolbox et KoboCollect. Par ailleurs, les rôles et responsabilités des superviseurs et des agents enquêteurs ont été précisés afin d'assurer une conduite efficace de l'enquête.

Dans le cadre du PRAPS-2, le Comité permanent Inter-États de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS) assume la responsabilité technique de la production et du suivi de l'indicateur régional relatif à l'évolution des conflits liés à l'élevage mobile en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Ce suivi vise à évaluer la pertinence et l'impact des efforts fournis par les différents intervenants

depuis la Déclaration de Nouakchott de 2013 sur le pastoralisme, en matière de réduction des conflits liés à l'accès aux ressources naturelles. Les données collectées permettent ainsi d'alimenter l'Observatoire des élevages mobiles en Afrique de l'Ouest et au Sahel (OSEMAOS), une initiative majeure du CILSS. Deux campagnes de collecte, menées de 2021 à 2024, ont permis de documenter la situation dans six pays pilotes sahéliens et côtiers : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger et Togo. Cette formation dédiée aux cadres du ministère des ressources animales du Togo visait à étendre la collecte des données à toutes les régions du pays.

La production de ces données est essentielle pour orienter les politiques publiques, éclairer la prise de décision et évaluer l'impact des investissements dans le développement durable du secteur de l'élevage.



Les cadres du ministère en charge de l'élevage du Togo sont désormais outillés à collecter les données sur les conflits liés à l'accès des ressources naturelles.



BURKINA FASO



PRAPS 2-BF

Un biodigesteur innovant à Ouahigouya pour produire énergie et fertilisants

L'abattoir moderne de la ville dispose désormais d'un biodigesteur flambant neuf, réceptionné provisoirement sous la houlette du Projet régional d'appui au pastoralisme au Sahel – phase 2 Burkina Faso (PRAPS 2-BF), financé par la Banque mondiale. La réception provisoire a eu lieu le vendredi 19 septembre 2025.

Derrière cette infrastructure, se dessine une ambition claire : transformer les déchets d'abattage, souvent sources de pollution, en énergies et intrants utiles à l'agriculture locale.

Le dispositif repose sur une technologie de méthanisation. Les résidus d'abattage (sang, eaux usées et fumiers de panse) y sont collectés, homogénéisés puis injectés dans un digesteur d'une capacité de 100 m³. Dans ce milieu hermétique, une fermentation naturelle produit du biogaz.

Ce dernier est ensuite purifié et valorisé dans un générateur de 50 kVA, capable de fournir de l'électricité pour le site. Le processus ne s'arrête pas là : les résidus solides et liquides issus de la digestion, appelés digestats, sont transformés en fertilisants organiques, bouclant ainsi la boucle de l'économie circulaire.

Concrètement, le biodigesteur répond à trois besoins cruciaux, l'assainissement du site de l'abattoir, en réduisant les risques de pollution et de nuisances, la production d'énergie, en valorisant le biogaz pour générer de l'électricité, le soutien à l'agriculture, grâce aux fertilisants solides et liquides destinés à enrichir les sols.

Présent lors de la réception provisoire, le coordonnateur du PRAPS 2-BF, le Dr Souleymane PINDÉ, a souligné l'importance de cette avancée en soutenant : « Ce projet est une innovation importante. Si les performances sont au rendez-vous, le modèle pourra être dupliqué dans d'autres abattoirs et laboratoires du pays. Cela contribuera à l'assainissement, mais aussi à la production d'énergie et d'intrants pour l'agriculture, au bénéfice des populations. »

L'initiative portée par le PRAPS 2-BF illustre une nouvelle manière de penser l'élevage : non plus comme un secteur générateur de déchets difficiles à gérer, mais comme un acteur central de l'économie circulaire. En valorisant chaque sous-produit, en produisant de l'énergie propre et en fertilisant les terres, le projet démontre qu'il est possible de conjuguer modernité, environnement et développement local.



Le biodigesteur améliore l'assainissement de l'abattoir et favorise la collecte de matières organiques pour la fertilisation des sols.



MALI



PRAPS-2 Mali

Le PTBA 2025 recentré sur les activités prioritaires

Une session extraordinaire du Comité de Pilotage et d'Orientation du Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel- Phase II (PRAPS-2 Mali) s'est tenue le jeudi 07 août 2025 à Bamako. Présidée par M. Youba Ba, Ministre de l'Élevage et de la Pêche, cette rencontre a réuni les partenaires institutionnels et techniques ainsi que les acteurs clés du secteur, afin d'examiner les conclusions de la revue à mi-parcours et de valider le Plan de Travail et Budget Annuel (PTBA) révisé pour 2025.

Dans son allocution, le Ministre Youba Ba a salué les avancées obtenues, précisant que trois indicateurs clés sur quatre enregistrent des performances supérieures aux prévisions. Notamment, la vaccination contre la péripneumonie contagieuse bovine (PPCB) a couvert 7,66 millions de bovins, soit 71,34% de la cible annuelle, pour un objectif de 50%. Toutefois, la vaccination et le marquage contre la peste des petits ruminants (PPR) restent en retrait, avec 24,95 millions de têtes vaccinées (63% de l'objectif) et seulement

5,38 millions marquées. Le projet a également financé 120 plans d'affaires visant à renforcer la résilience économique des pasteurs et agro-pasteurs.

Le PTBA 2025, couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre, a été révisé à 8,03 milliards de F CFA contre plus de 9 milliards initialement prévus, afin de concentrer les dépenses sur les activités prioritaires, conformément aux recommandations de la revue à mi-parcours. Ce budget a été adopté à l'unanimité par les membres du Comité de Pilotage, illustrant l'engagement collectif des parties prenantes.

La session a été marquée par des échanges constructifs, permettant aux représentants de onze ministères partenaires, aux membres du PRAPS Mali et aux acteurs de l'élevage et de la pêche de formuler des recommandations et observations. Le Ministre Ba a rappelé l'importance d'une gouvernance inclusive et d'une mobilisation continue pour répondre efficacement aux besoins des communautés pastorales.



Les activités prioritaires ont été planifiées de façon inclusive et participative.



Vaccination du cheptel au Mali

Une campagne 2024-2025 performante, portée par l'engagement du PRAPS 2-Mali

Du 8 au 11 juillet 2025, Bamako a accueilli l'atelier national sur le bilan de la campagne de vaccination 2024-2025 du cheptel et de programmation de la campagne 2025-2026. Les participants ont dressé un bilan positif des actions menées contre les maladies animales transfrontalières prioritaires. Sur 10 millions de têtes ciblées, 7 950 598 animaux ont été vaccinés contre la Peste des Petits Ruminants (PPR), soit 79,3% de la cible annuelle. Contre la Péripneumonie contagieuse bovine (PPCB), 7 659 777 bovins ont été vaccinés sur 9 millions prévus, soit un taux de réalisation de 85,1%.

Ces résultats, supérieurs aux bilans des années précédentes, sont le fruit de l'engagement des services vétérinaires et du soutien technique et logistique du PRAPS 2-Mali. Le projet a contribué de manière décisive à la réussite de la campagne grâce à l'acquisition de vaccins contre la PPR et la PPCB, au renforcement des capacités des agents vaccinateurs, à la fourniture de moyens logistiques (carburant, véhicules), à la construction et à la réhabilitation d'infrastructures de santé animale, ainsi qu'au renforcement des capacités des cadres des services vétérinaires.

En clôturant les travaux, les participants ont réaffirmé leur engagement à renforcer un système de santé animale inclusif et durable, au service de la résilience pastorale et du développement économique du Mali.



Près de 8 millions de petits ruminants ont été vaccinés.



MAURITANIE



Journées nationales de l'Élevage en Mauritanie

Promouvoir les produits laitiers



Du 14 au 16 septembre dernier se sont tenues à Néma, le chef-lieu de la wilaya du Hodh Echargui (située à 1200 km de Nouakchott), les « Journées nationales de l'Élevage ». Cette manifestation, organisée par le Ministère de l'Élevage, se veut une vitrine pour promouvoir le potentiel laitier de la première wilaya pastorale de la

Mauritanie. Les participants sont issus essentiellement des directions centrales, des établissements publics et des projets de développement (dont le PRAPS-2-Mauritanie) sous tutelle du Ministère de l'Élevage ainsi que des organisations socioprofessionnelles de pasteurs et d'agropasteurs.



NIGER



Forum sur la cohésion sociale

Un espace de dialogue pour prévenir les conflits agriculteurs-éleveurs

Les 8 et 9 juillet 2025, la commune de Gangara, située dans le département de Tanout (région de Zinder), a accueilli un forum régional sur la cohésion sociale, organisé par le Réseau des Organisations des Pasteurs et d'Éleveurs du Niger (ROPEN-MAROOBE), avec l'appui du Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel – Phase 2 (PRAPS II).

Ce forum multi-acteurs a mobilisé plus de 200 participants venus d'horizons divers : agriculteurs, éleveurs, jeunes, femmes, autorités locales et partenaires techniques. Ensemble, ils ont engagé une réflexion commune pour anticiper et mieux gérer les conflits récurrents liés à la libération des champs, un enjeu majeur dans les zones à forte interaction entre activités agricoles et pastorales, comme le Damergou.

Les échanges ont porté sur des thématiques essentielles à la stabilité sociale et à la coexistence pacifique : gestion de la transhumance, préservation du couvert

végétal, défis de la campagne agricole et pastorale 2025, ainsi que l'appropriation des textes juridiques sur le foncier rural. Ces discussions ont permis d'identifier les préoccupations des communautés et de poser les bases d'un dialogue structuré et inclusif autour des ressources naturelles partagées. À l'issue des travaux, les participants ont amorcé l'élaboration d'une feuille de route concertée, visant à réduire les tensions entre communautés rurales et à promouvoir une paix durable fondée sur le respect mutuel, la concertation et la coresponsabilité.



Les parties prenantes ont montré intérêt à assurer la cohésion sociale au sein des communautés.



SÉNÉGAL



Gouvernance des ressources pastorales au Sénégal

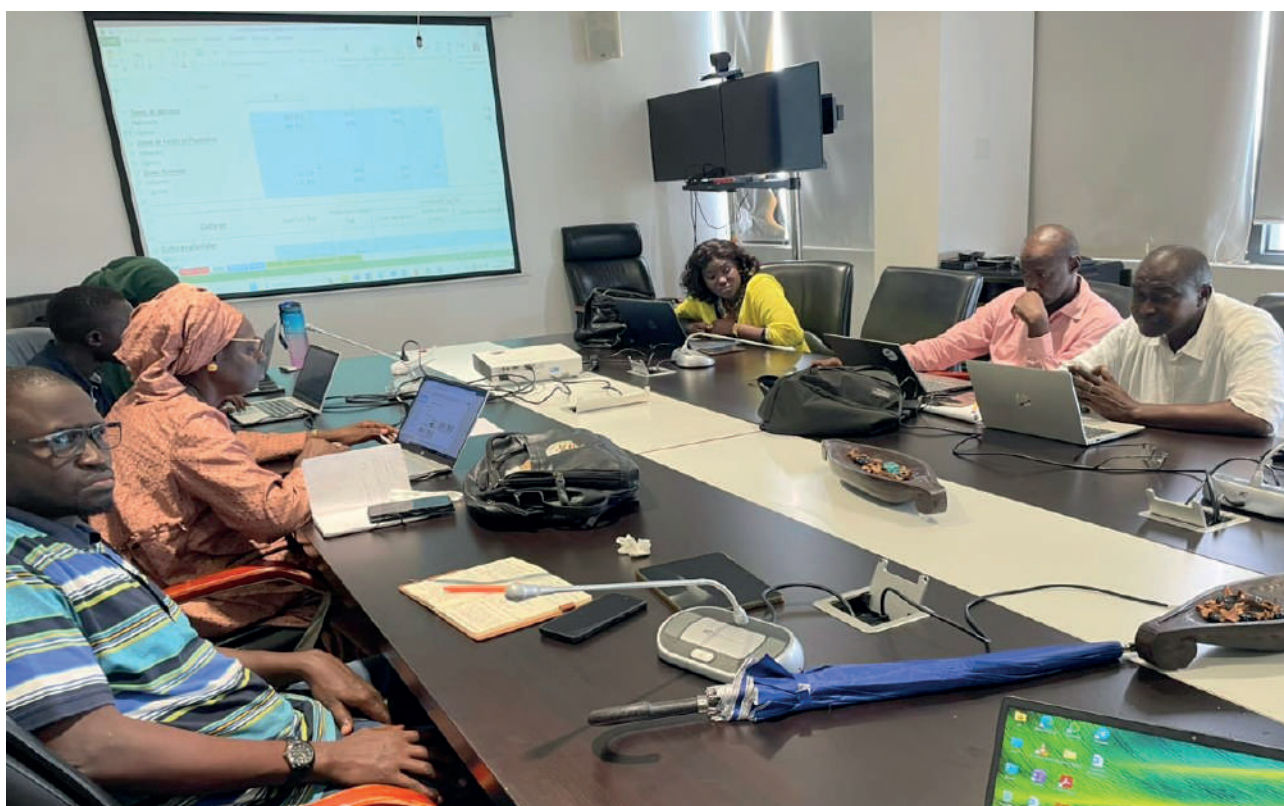
Le PRAPS-2 SN soutient l'opérationnalisation de l'outil Feed Balance Sheets

Le 8 septembre 2025, un atelier d'opérationnalisation de l'outil Feed Balance Sheets (FBS) s'est tenu à Dakar, à l'initiative du Ministère de l'Agriculture, de la Souveraineté Alimentaire et de l'Élevage (MASAE) et de la FAO, avec l'appui du PRAPS2 SN.

Développé par la FAO et le CIRAD, l'outil FBS permet d'évaluer les ressources fourragères disponibles et de les comparer aux besoins alimentaires du cheptel. Cet outil important joue un rôle clé dans la détection

des déficits, la planification des interventions et le renforcement des systèmes d'alerte précoce.

L'atelier a permis de collecter et renseigner les données FBS pour les départements de Kounghoul, Malem Hodar et Koumpentoum, situés au cœur de la zone d'intervention du PRAPS2 SN. Cette initiative vise à améliorer la gouvernance des ressources pastorales et à appuyer la formulation de politiques durables en faveur du pastoralisme.



Les acteurs s'approprient l'outil Feed Balance Sheets.



TCHAD



Santé animale en Afrique centrale

Le PRAPS-2 présente ses acquis

Du 19 août au 21 août 2025, s'est tenu un atelier sous-régional de concertation et de sensibilisation des organisations d'éleveurs sur les maladies animales transfrontalières (MAT) en Afrique centrale.

L'objectif principal de cette rencontre était de consolider la coopération régionale afin de prévenir et de contrôler les pathologies animales nécessitant une réponse coordonnée et solidaire entre les différents États. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du projet Paix, Transhumance et Développement de l'Économie Pastorale autour du Lac Tchad (PETRADEP), cofinancé par l'Union européenne et la coopération allemande. Porté par la GIZ, avec l'appui de la Communauté économique du bétail, de la viande et des ressources halieutiques (CEBEVIRHA), le projet ambitionne de renforcer la résilience des ménages agropastoraux tout en réduisant les risques de conflits dans les zones frontalières du bassin du Lac Tchad. Le Tchad

a profité de cette tribune pour mettre en avant les efforts entrepris en matière de vaccination du cheptel entre 2022 et 2025. Grâce au soutien du Projet régional d'appui au pastoralisme au Sahel (PRAPS-2 Tchad), 15 véhicules et 120 motos ont été acquis pour renforcer la campagne de vaccination. Par ailleurs, dix postes vétérinaires transfrontaliers sont en cours de construction. En complément, les chefs de postes vétérinaires bénéficieront d'une formation à l'utilisation de KoboToolbox, un outil numérique de collecte et de traitement des données épidémiologiques, financé par la Banque mondiale à travers le PRAPS-2. En outre, le logiciel AHIS system d'information sur la santé animale a été présenté aux participants.



Des acteurs de la santé animale venus du Cameroun, du Congo-Brazzaville, du Gabon, de la Guinée équatoriale, de la République centrafricaine et du Tchad ont pris part à la rencontre.



Production de semences fourragères

Le PRAPS-2 Tchad équipe des groupements agro-pastoraux pour la campagne 2025-2026

Le Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel-Phase 2 (PRAPS-2) a procédé à la remise de lots de matériels agricoles et de semences fourragères à des groupements sélectionnés dans sept provinces du pays, du 28 juillet au 12 août 2025.

Quarante-six (46) groupements issus des provinces du Hadjer Lamis, du Chari Baguirmi, du Batha et du Guéra, ainsi que 16 promoteurs individuels des provinces du Kanem, du Lac et du Bahr El-Gazel ont reçu des équipements tels que des hache-pailles, des presses pour le compactage des aliments pour bétail, ainsi que des motopompes. Des semences de sorgho et de niébé fourrager, de dolichos lablab et de cajanus cajan ont été distribuées afin de soutenir la diversification et l'intensification des cultures fourragères. Des sessions

de formation technique ont également été dispensées pour permettre aux bénéficiaires de maîtriser les bonnes pratiques en matière de production agricole. « Nous venons de recevoir des équipements et des semences du PRAPS-2 Tchad. Cela nous permettra d'améliorer et d'augmenter notre productivité en cultures fourragères. Nous exprimons toute notre gratitude au PRAPS-2 Tchad ainsi qu'à la Banque mondiale », a déclaré Fatimé Ali, bénéficiaire dans la province du Bahr El-Gazel.



Les représentants des groupements de producteurs ont reçu des semences fourragères.



Production de semences fourragères au Tchad.



FOCUS

Mauritanie

Les femmes en première ligne dans la lutte contre les maladies animales

En Mauritanie, les femmes jouent un rôle déterminant dans le renforcement de la santé animale. Leur engagement dynamique enrichit les services vétérinaires et contribue à une meilleure couverture sanitaire pour les communautés rurales.



Les femmes participent activement aux campagnes vaccinales contre les maladies animales.

Aujourd'hui, en Mauritanie (le constat est quasi unanime, et alarmant !) le nombre de cadres et de para-professionnels vétérinaires est insuffisant pour assurer les missions de base et de proximité des services vétérinaires. Selon Doussou Hamzatta Dicko, responsable genre et intermédiation sociale du PRAPS, « depuis quelques années, il y a une nécessité et un besoin impérieux en Mauritanie de pallier le déficit de ressources humaines dans le secteur des services vétérinaires et de la santé animale en encourageant davantage les jeunes, et surtout les femmes à se tourner vers des métiers et des formations pratiques et professionnelles en lien avec ce secteur ». Le PRAPS-2 s'emploie à accompagner les femmes à occuper leur place dans le paysage vétérinaire national.

Depuis 2017, le PRAPS-2-Mauritanie (Phase 1 et 2) a contribué à combler le déficit en ressources humaines à travers l'octroi de 40 bourses (20 durant la phase 1 et 20 autres durant la phase 2) de formation à l'École Inter-Etats des Sciences et Médecine Vétérinaires (EISMV) de Dakar aux étudiants les plus méritants de la Mauritanie. Grâce à cette bourse, une quarantaine d'étudiants mauritaniens a ainsi pu suivre une formation initiale de six ans en médecine vétérinaire au sein de cette école. Selon Dr. Boubabcar Babah, responsable de la Composante Santé animale du PRAPS-Mauritanie : « A ce jour, c'est un total de dix (10) étudiants à l'EISMV qui ont soutenus leurs thèses, sept (07) autres sont en attente de « soutenir » et quinze (15) y poursuivent encore leurs cursus ».





Dr Hindou Lam (3^{ème} à partir de la gauche) réalise son rêve de devenir médecin vétérinaire.

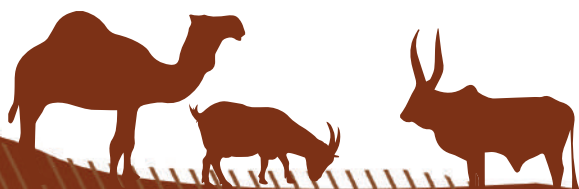
Hindou Lam qui vient de soutenir avec brio le 31 juillet dernier à l'École Inter-Etats des Sciences et Médecine Vétérinaires (EISMV) de Dakar sa thèse en médecine vétérinaire fait partie des premières femmes vétérinaires mauritaniennes diplômées de cette école. Inscrite grâce à une bourse octroyée par le PRAPS (Projet régional d'Appui au pastoralisme au Sahel pour la Mauritanie/ Financement IDA-Banque Mondiale), Hindou Lam fait partie de la deuxième promotion (2018) d'étudiants mauritaniens de l'EISMV de Dakar (Sénégal). A l'instar de Hindou Lam qui vient de soutenir sa thèse, huit (08) autres étudiantes mauritaniennes poursuivent actuellement leurs cursus au sein de l'EISMV. « C'est une immense fierté pour moi d'être parmi les pionnières dans ce domaine. Ma réussite est un message adressé à toutes les jeunes filles : leur montrer que tout est possible et que leur place est légitime dans toutes les disciplines. Je garde également à l'esprit que ce parcours a été rendu possible grâce au soutien du projet PRAPS, et je leur suis profondément reconnaissante pour avoir ouvert la voie à cette réussite », nous a confié Hindou Lam.

Vatma Mint Didi, Aïcha Mint Rajel Samba, Loghaya Mint Moustapha, Marième Fall et Aminata Sow... figurent également aujourd'hui parmi les rares blouses blanches féminines que l'on rencontre en milieu vétérinaire dans la zone d'intervention du PRAPS Mauritanie au niveau de la Wilaya (région) de l'Assaba, l'une des grandes régions agropastorales de la Mauritanie. Certaines de ces femmes auxiliaires vétérinaires ont été formées en 2018

dans le cadre de la première phase du PRAPS. Pendant les cinq ou six mois que dure généralement la campagne nationale de vaccination du cheptel en Mauritanie, ces auxiliaires vétérinaires d'un « autre genre » ne semblent guère désœuvrées et travaillent à plein temps, sillonnant plusieurs localités de cette région avec les équipes de vétérinaires de la Délégation régionale du Ministère de l'Élevage : « Nous ne chômons pas, car il y a toujours des animaux qui ont des problèmes de digestion, de fracture, de mise bas, ou de maladies que nous avons appris à soigner », explique Vatma.



Une auxiliaire vétérinaire de la Wilaya de Assaba, en pleine opération vaccinale.





Les femmes, à l'avant-garde de la santé animale en Mauritanie.

Pourtant, bien qu'elles semblent épanouies et prêtes à élargir davantage leurs cercles de compétences en santé animale, le regard des « autres » et celui de la communauté demeurent encore pesant pour ces jeunes femmes : « Nos familles et même parfois nos amies trouvent étrange que nous ayons choisi le métier d'auxiliaires vétérinaires », raconte Aïcha. Autre Wilaya, même réalité ! Souadou Amadou Sy, une jeune fille du village de M'Bahé (Moughataa de M'Bagne, Wilaya du Brakna) qui fait partie de la première cohorte de jeunes qui ont été sélectionnés et formés dans le cadre des formations qualifiantes du PRAPS-2 sur la thématique de la santé animale, révèle :

« Je fais partie des premières femmes vaccinatrices de cette moughattaa (département). Certains me disent ouvertement que je perds mon temps à faire ce métier », dit-elle avec un léger sourire et une pointe d'ironie. « Mais cela ne suffira pas à me décourager. Car la santé animale découle aujourd'hui pour moi d'un choix personnel et assumé ». Si les femmes engagées dans les métiers vétérinaires font preuve d'une détermination admirable, leur pleine reconnaissance professionnelle reste tributaire d'une évolution des perceptions et des normes sociales.

Dewa DIANIFABA



Bibata Soro

Un modèle d'entrepreneuriat féminin en embouche bovine et ovine à Diébougou



Bibata Soro a foi aux potentialités de l'entrepreneuriat rural.

À Diébougou, Bibata Soro incarne l'audace et la réussite entrepreneuriale dans le secteur de l'embouche bovine et ovine. Animée par la volonté de développer son activité, elle a fait un choix déterminant : quitter la ville pour se consacrer pleinement à son projet. Ce pari ambitieux a porté ses fruits, faisant d'elle un exemple concret de réussite et un moteur d'inspiration pour les jeunes et les femmes de la région.

Soutenue par le PRAPS 2-BF et ses partenaires, Bibata Soro a pu mettre en place des techniques d'embouche innovantes et durables, améliorant la productivité de son élevage tout en respectant l'environnement. Partie de quelques têtes, elle parvient aujourd'hui à sortir chaque année un nombre important d'animaux pour la vente, consolidant sa position dans le marché local et régional. Elle témoigne elle-même : « *L'embouche nourrit bel et bien son homme. Il suffit d'y croire et d'y travailler avec sérieux et abnégation.* »

Aujourd'hui, son parcours est un cas de succès qui dépasse la simple performance économique. Bibata Soro est devenue une source d'inspiration : elle montre que l'entrepreneuriat rural, lorsqu'il est bien encadré et soutenu, peut générer des impacts socio-économiques significatifs. Son exemple encourage les jeunes et les femmes à entreprendre, à investir dans l'élevage et à croire en leur potentiel de transformation locale.

Le succès de Bibata Soro illustre parfaitement l'importance de l'accompagnement des projets locaux et du rôle déterminant des initiatives comme le PRAPS 2-BF. Il démontre que l'innovation, la persévérance et le soutien institutionnel peuvent créer des modèles durables d'entrepreneuriat rural, capables de stimuler le développement et de renforcer l'autonomisation des femmes et des jeunes dans le Sahel burkinabè.

Mikaïllou KERE



TERRAINS

BURKINA FASO



PRAPS 2-BF

Autonomiser les femmes et les jeunes grâce aux activités génératrices de revenus.



Zinedine Palenfo génère des revenus grâce à l'aviculture.

Le PRAPS 2-BF finance des Activités Génératrices de Revenus (AGR) au Burkina Faso, offrant aux femmes et aux jeunes des opportunités concrètes d'autonomie économique. Ces initiatives renforcent les compétences entrepreneuriales, créent des emplois locaux et améliorent la sécurité alimentaire. À ce jour, 2 000 AGR ont été financées, avec des montants variants entre 150 000 et 300 000 FCFA par projet.

Grâce à cet appui, des milliers de bénéficiaires génèrent des revenus réguliers tout en valorisant les ressources locales. Le jeune Zinidine Palenfo de Diébougou, par exemple, témoigne avoir pu augmenter son cheptel de volaille et exprime sa gratitude envers le projet. Le programme favorise ainsi un développement inclusif et durable, répondant aux besoins réels des communautés.

Mikaïllou KERE



Le modèle PRAPS 2-BF de l'approche participative

Des marchés à bétail et aires d'abattage choisis par et pour les communautés

Dans le cadre de la mise en œuvre de ses activités, le Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel – phase 2 au Burkina Faso (PRAPS 2-BF) a adopté une démarche innovante et inclusive dans l'identification des sites destinés à accueillir les marchés à bétail et les aires d'abattage. Loin d'imposer des choix, le projet place les parties prenantes au centre du processus, afin de garantir des infrastructures adaptées aux besoins réels des populations et pleinement acceptées par l'ensemble des communautés locales.

Cette approche participative s'appuie sur une dynamique de concertation qui associe étroitement les municipalités, les services techniques en charge de l'élevage et de l'environnement, les éleveurs, les agropasteurs, les organisations villageoises, les leaders pastoraux, les commerçants ainsi que les femmes. Chaque étape est pensée pour éviter tout litige et pour renforcer l'appropriation collective des ouvrages. Les Comités Villageois de Développement (CVD) sont mobilisés en amont, les propriétaires terriens sont consultés, les autorités traditionnelles et administratives sont respectueusement rencontrées à travers des visites de courtoisie, et le consentement de la communauté est recherché avant toute décision. Le projet veille également à l'intégration des sauvegardes sociales et environnementales, gage de durabilité et d'équité.

Grâce à cette démarche, plusieurs marchés à bétail ont pu être identifiés, notamment à Orodara, Dano et Diébougou, tandis que des sites d'aires d'abattage ont

été choisis consensuellement entre autres dans les localités de Thyou, Nicéo, Kolokho et Réo. Partout, l'initiative a été saluée par les populations locales, qui voient en cette méthode un modèle de bonne gouvernance et de respect mutuel. Les témoignages recueillis en sont une parfaite illustration : à Orodara, Dicko Amadi, représentant des commerçants de bétail, s'est réjoui de l'implication des acteurs locaux, gage selon lui d'une infrastructure qui servira réellement la communauté. À Dano, Somé Firmin, responsable du service domanial de la mairie, a souligné l'importance de la transparence et du consensus dans le choix du site, évitant ainsi tout différend foncier. À Thyou, Zongo Tasséré, président de l'ancienne aire d'abattage, a salué le respect des us et coutumes dans la conduite du processus, tandis qu'à Kolokho, Abdoul Cissé, boucher, a exprimé sa satisfaction de voir les besoins des professionnels pris en compte dès le départ.

En mettant les bénéficiaires au cœur de l'action, le PRAPS 2-BF favorise non seulement l'acceptation sociale des infrastructures, mais aussi leur pérennité. Cette approche démontre que la réussite d'un projet repose sur l'écoute, la concertation et le respect des communautés. Elle s'impose ainsi comme une référence en matière de gouvernance locale et d'appropriation communautaire, ouvrant la voie à des réalisations durables qui contribuent au bien-être collectif.

Mikaïllou KERE



Les bénéficiaires impliqués au processus de réalisation des infrastructures pastorales.



MALI



PRAPS-2 Mali

860 porteurs d'activités génératrices de revenus soutenus en 2025 pour renforcer l'autonomisation économique des ménages pastoraux

Au Mali, le Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel-Phase 2 (PRAPS-2) a offert à 130 porteurs d'activités génératrices de revenus (AGR) des appuis financiers, le mercredi 23 juillet 2025 à Gao. Cet appui vise à soutenir la diversification des moyens d'existence et l'autonomisation économique des communautés pastorales et agropastorales.

Les appuis financiers offerts aux bénéficiaires s'inscrivent dans le cadre de l'amélioration de l'inclusion sociale et économique des femmes et des jeunes. Pour l'année 2025, 860 bénéficiaires sont ciblés dans six régions : Kayes, Nioro, Mopti, Kita, Tombouctou et Gao. Les régions de Kayes, Nioro, Mopti et Kita compteront chacune 150 bénéficiaires, tandis que Tombouctou et Gao accueilleront 130 chacune, avec une attention particulière portée aux femmes qui représentent au moins 80 % des récipiendaires.

À Gao, les bénéficiaires, venus des cercles de Bourem, Ansongo et Gao, pourront développer des activités identifiées par eux-mêmes : élevage et commerce de bétail, transformation laitière et agroalimentaire, aviculture et aquaculture. Le représentant du Gouverneur a exhorté les services techniques à assurer un suivi rigoureux et a encouragé les bénéficiaires à optimiser l'usage de ces fonds.

Parmi les voix reconnaissantes, celle de Melle Fatoumata Abdou, porte-parole des bénéficiaires, a exprimé la gratitude collective envers le gouvernement, la Banque mondiale et le PRAPS-2 Mali, tout en réaffirmant leur engagement à investir intégralement ces financements dans leurs micro-projets.

Après Gao, la remise s'est poursuivie à Kayes le 28 juillet, puis à Tombouctou le 14 août 2025. Les cérémonies ont été marquées par la mobilisation des autorités administratives, politiques et coutumières, témoignant de l'importance accordée à l'autonomisation économique des communautés pastorales.

La campagne se poursuivra jusqu'en décembre 2025 pour atteindre les 860 bénéficiaires prévus cette année. Avec 1 140 femmes et jeunes financés en 2023 et 2024, la deuxième phase du PRAPS Mali atteindra

ainsi son objectif global de 2 000 bénéficiaires d'AGR financés. Pour mémoire, la première phase avait permis de soutenir 13 574 personnes, dont 80 % de femmes et de jeunes, contribuant significativement à la résilience et au développement de l'économie pastorale malienne.

Maimounatou TOURE



L'aviculture fait partie des activités génératrices de revenus exercées par les bénéficiaires.



La transformation agroalimentaire est aussi un levier d'épanouissement pour les femmes en milieu pastoral.



MAURITANIE



Terres pastorales dégradées

2 000 hectares de terres restaurés dans quatre wilayas

Dans la zone d'intervention du PRAPS-2-Mauritanie, les pâturages composés d'arbres et d'herbes se dégradent progressivement. Une situation qui est également aggravée par les pratiques d'exploitation non durables et de surpâturage. Pour faire face à ce défi, le Projet a prévu dans le cadre de la gestion durable des ressources naturelles de restaurer 6 000 hectares de terres dégradées, d'ici 2027 dans les Wilayas (régions) du Hodh Echargui, du Hodh El Gharbi, de l'Assaba et du Guidimakha.

Les actions de restauration des terres engagées par le PRAPS-2-Mauritanie au cours du premier semestre 2025 ont particulièrement ciblé les zones d'Intérêt Pastoral (ZIP) identifiées au sein des Associations de Coopératives Pastorales ainsi que les espaces bénéficiant d'un mandat de gestion transféré (AGLC) et les zones où les communautés en ont fait la demande au niveau des quatre wilayas.

Selon M. Fall Abdoullahi, responsable de la composante 2 du PRAPS depuis 2024, les actions menées par le PRAPS-2 ont permis d'engager une dynamique positive pour la restauration des terres dégradées. « *Aujourd'hui nous totalisons 2000 hectares de terres restaurées sur l'ensemble des sites dans les quatre Wilayas. Des interventions complémentaires sont nécessaires sur certains de ces sites pour optimiser les résultats, renforcer la résilience des zones pastorales et assurer une meilleure pérennité des aménagements réalisés* ».

Une évaluation satisfaisante de l'impact réel

La technique d'aménagement privilégiée est celle dite des « cordons pierreux ». La participation active des populations locales a été sollicitée, et celle-ci a été déterminante pour la réussite des travaux. Certaines parmi elles ont été préalablement formées/recyclées à la mise en place d'ouvrages de conservation des eaux et des sols et de défense et restauration des sols par des experts de la Direction des aménagements ruraux (DAR) dans le cadre d'une convention avec le PRAPS-2.

Les travaux de construction des ouvrages CES/DRS (Conservation des Eaux et des Sols-Défense et Restauration des sols) ont été entièrement réalisés selon l'approche « Haute Intensité de Main d'œuvre » (HIMO) qui a permis l'utilisation optimale de la main d'œuvre locale pour générer des revenus au profit de la population et réduire la pauvreté.



Les signes de la restauration des terres sont perceptibles.



Une récente évaluation de l'état de restauration des sols conduite début août 2025 sur des sites au niveau des quatre wilayas a permis d'apprécier l'efficacité des aménagements en termes de réalisation des travaux et d'impact réel sur le terrain : « Sur les 3000 mètres linéaires prévus sur le site de Tavra Ehl Med dans la wilaya de l'Assaba, 2000 m ont été réalisés.

Les premiers signes de restauration du sol sont déjà visibles. La restauration a permis de récupérer des centaines d'hectares à moindre coût. Les travaux de restauration des 20 hectares sur le site de Kork au niveau de la wilaya du Guidimakha ont été achevés », a expliqué l'expert en génie rural de la DAR, chargé de cette évaluation.

Dewa DIANIFABA



Le pâturage commence à être disponible pour le bonheur des pasteurs et agropasteurs.



NIGER

Le PRAPS-2 renforce la résilience pastorale durant la période de soudure

Alors que la période de soudure pèse sur l'élevage au Niger, le Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel-Phase 2 (PRAPS-2) intensifie ses efforts pour protéger le cheptel et soutenir les communautés pastorales. Entre 2023 et 2024, le projet a mis en œuvre des actions de prévention des crises pastorales, de suivi de la situation fourragère et de réponse directe aux déficits alimentaires.

Au Niger, à l'instar des autres pays du Sahel, la période de soudure suscite de nombreuses inquiétudes pour les pasteurs et les agropasteurs. Mais grâce à ses actions préventives contre les crises pastorales, le PRAPS-2 arrive à inverser cette tendance. Grâce au soutien apporté par le projet, Fatima Salifou, éleveuse à Gadabedji (Maradi), a pu surmonter les difficultés liées au stress alimentaire affectant souvent le cheptel. « Avec la sécheresse, trouver de quoi nourrir nos bêtes est un défi quotidien. Quand le PRAPS-2 a mis à notre disposition les aliments composés et le son de blé, ce fut un grand soulagement. Grâce à cet appui, j'ai pu maintenir le poids de mes animaux, et même les voir reprendre des forces. C'est un soutien très significatif pour notre économie familiale », souligne-t-elle.

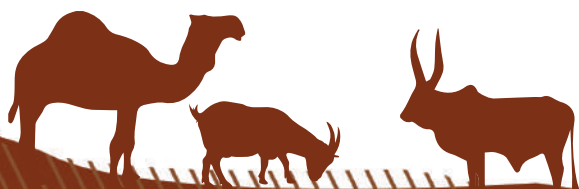
Face à la pénurie du fourrage en période de soudure, le PRAPS-2 a fourni aux éleveurs 22 000 tonnes d'aliment du bétail, incluant 8000 tonnes d'aliments composés et 14 000 tonnes de son de blé. À Kornaka (Maradi), des bénéficiaires comme Ramatou Malam, agropasteure, puisent un véritable réconfort moral grâce à cette intervention. « Avec la sécheresse et le manque d'herbe, je craignais de perdre mes chèvres. Quand on m'a donné les sacs d'aliments composés et du son de blé, j'ai vu la différence en quelques jours. Les animaux ont repris de la vigueur. Pour nous, femmes éleveuses, ce soutien est vital. Il nous permet de traverser cette période difficile sans stress. », déclare dame Malam.

En outre, l'une des innovations majeures du projet est la promotion du fourrage cultivé, visant à renforcer la disponibilité en ressources alimentaires pour le cheptel. Dans cette dynamique, le PRAPS-2 Niger a soutenu la production d'environ 3000 tonnes de fourrage au bénéfice des pasteurs et agropasteurs. Les efforts se poursuivent en vue d'atteindre un volume de près de 6000 tonnes d'ici 2027, tout en assurant la pérennité de cette pratique.

Dans le cadre de la prévention des crises pastorales, le PRAPS-2 Niger a appuyé une mini-campagne de vaccination ciblée contre les maladies telluriques, des affections animales souvent mortelles. Cet appui se matérialise par l'acquisition de 4,5 millions de doses de vaccins (pasteurellose, charbon bactérien, charbon symptomatique), au profit de la Direction Générale des Services Vétérinaires (DGSV). Les résultats sont tangibles : 282 205 bovins et 691 423 petits ruminants, 34 891 camelins ont été vaccinés, touchant 69 481 bénéficiaires dont 33 763 femmes.



Des aliments du bétail et des opérations vaccinales pour assurer la résilience du cheptel et des pasteurs.



Parallèlement, le projet a renforcé la disponibilité en produits vétérinaires essentiels. Des quantités importantes d'antiparasitaires (650 000 comprimés d'albendazole de 300 mg et 300 000 de 2 500 mg) ainsi que 14 400 blocs de complexes vitaminés de 5 kg ont été mis à disposition des acteurs, contribuant ainsi à maintenir le cheptel en bonne santé et à améliorer leur productivité.

De quoi réjouir les bénéficiaires du projet. « Cette campagne est venue au bon moment. Chaque année, à cette période, nos animaux souffrent de maladies qu'on ne comprend pas toujours. Mais cette année, grâce la mini-campagne soutenue par le PRAPS II, mes bœufs ont été vaccinés, et depuis, je n'ai enregistré aucune perte. C'est un soulagement pour moi et ma famille », a témoigné Abdoul Salam, éleveur à Tanout (Zinder).

Ces actions, jugées cohérentes et pertinentes par les partenaires, s'alignent parfaitement avec les priorités nationales, notamment la Stratégie de Développement de l'Élevage Durable (SDDEL 2023-2035) et les directives du Cadre Harmonisé (CH) pour la prévention des crises. Le PRAPS-2 démontre ainsi son engagement ferme à améliorer la résilience des communautés pastorales face aux aléas climatiques et sanitaires.

Le PRAPS-2 Niger est mis en œuvre de 2022 à 2027, grâce à un financement du gouvernement nigérien et de la Banque mondiale, d'un montant de 110 millions de dollars. Le projet, coordonné au niveau régional par le Comité permanent Inter-Etats de lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS), intervient dans six pays du Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad).

Sani Rabiou MAREY



Ramatou Malam a reçu des aliments pour son bétail.



Prévention et gestion des crises pastorales

Au Niger, le PRAPS-2 renforce le Système d'Alerte Précoce

Dans le cadre du renforcement institutionnel et de la gestion des crises pastorales, le Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel-Phase 2 (PRAPS-II Niger) renforce le Système d'Alerte Précoce (SAP). Ce dispositif stratégique permet d'anticiper les crises pastorales et de coordonner des réponses efficaces pour la résilience des communautés.

L'objectif est clair : renforcer les capacités du SAP à travers des actions structurées, durables et inclusives profitables aux pasteurs et agro-pasteurs.

Le PRAPS-2 a soutenu la mise en place de 18 Observatoires de Suivi de Vulnérabilité (OSV) et 72 Systèmes Communautaires d'Alerte Précoce et de Réponse aux Urgences (SCAP-RU) en zone pastorale. Toutes ces structures ont été formées, équipées et formalisées par arrêtés municipaux dans les six régions d'intervention du projet.

« Grâce à la formation que nous avons reçue, nous savons maintenant comment reconnaître les signes précurseurs d'une crise et transmettre l'alerte à temps. Cela donne plus de sécurité à nos éleveurs », témoigne Aminou Issa, membre de l'OSV de Tagris (Dakoro), visiblement satisfait des avancées.

Le PRAPS-II Niger a également appuyé le SAP dans l'élaboration de neuf fiches de collecte des données sur les nouveaux indicateurs pastoraux dans les zones d'insécurité pour leur prise en compte dans les outils du SAP.

Genre et compétences locales au cœur du dispositif

Une attention particulière a été portée à l'intégration du genre : le SAP a adapté les outils de collecte de données pour tenir compte du genre. Par ailleurs, 117 agents du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, dont six femmes, ont été formés aux normes internationales d'intervention LEGS (Livestock Emergency Guidelines and Standards), et six bénéficiaires ont été certifiés aux normes LEGS.

« Participer à cette formation m'a permis de comprendre les bonnes pratiques d'intervention en situation d'urgence pour protéger les moyens d'existence de nos communautés. En tant que femme, c'est une reconnaissance de notre rôle dans la gestion des crises », confie Hadiza Abdoulaye, une bénéficiaire formée aux normes LEGS.

Pour Idrissa Amadou, un autre participant, « cette formation est un tournant. Elle m'a donné les outils pour agir de manière rapide et structurée lorsque les conditions deviennent critiques dans les zones pastorales. »

Des outils pour anticiper et mieux planifier

Le PRAPS-2 a également soutenu l'élaboration de six plans régionaux de contingence pastorale et la mise à jour d'un plan national, renforçant ainsi la capacité de réponse aux situations de crise. Le projet, contribue à la tenue des sessions du Cadre Harmonisé (CH) et supporte la participation d'un cadre du SAP aux sessions de la concertation régionale sur la sécurité alimentaire, nutritionnelle et pastorale au Sahel et en Afrique de l'Ouest.

Une stratégie au service de la résilience

L'appui du PRAPS-2 Niger traduit une volonté claire de bâtir un système d'alerte précoce inclusif, efficace et durable. Grâce à la formation des acteurs, à la prise en compte du genre, à la contextualisation des seuils d'alerte et à l'amélioration des plans de contingence, le projet apporte sa contribution au renforcement de la résilience des populations pastorales face aux chocs climatiques, environnementaux et socio-économiques.

Sani Rabiou MAREY



Les cadres du SAP outillés pour la prévention et la gestion des crises multifformes.



SÉNÉGAL



Lour Escale au Sénégal

La ferme intégrée de Mamadou Mboup incarne le potentiel des sous-projets innovants de la chaîne de valeur du bétail

M. Mamadou Habib Mboup bénéficie du financement d'un sous-projet de production laitière intégrée à la culture fourragère. Grâce aux efforts déployés, son exploitation se positionne progressivement comme une référence.

Située à Ndiapardou, dans la commune de Lour Escale (département de Kounghoul), l'exploitation de M. Mboup illustre les ambitions portées par le PRAPS2-SN en matière de développement des chaînes de valeur et de soutien à l'entrepreneuriat rural. Le plan d'affaires de ce jeune promoteur, d'un coût global de 16 950 000 FCFA, a reçu un appui financier conséquent du projet, à hauteur de 10 000 000 FCFA. Le reste du financement, soit 6 950 000 FCFA, a été assuré par le promoteur lui-même.

Au cœur de ce projet, se trouve la production laitière avec des vaches de race montbéliarde, reconnues pour leur haut potentiel laitier. Deux vaches ont déjà été acquises, dont l'une gestante au moment de l'achat, a mis bas. Preuve d'un démarrage prometteur de l'activité. « La ferme produit déjà 10 litres de lait par jour. Une production qui est écoulée dans le village et

à Lour Escale, une contrée à quelques lieues de là. La clientèle abondante montre qu'il y a un réel besoin en lait local de qualité dans la zone. L'objectif du projet est d'atteindre une production journalière de 60 litres de lait en année de croisière avec quatre vaches hautes productrices et une meilleure gestion de la production », explique Mamadou Mboup.

Cultures fourragères

Les races laitières ont une grande capacité d'ingestion et de grands besoins alimentaire. En effet, pour libérer tout leur potentiel laitier, elles doivent consommer des quantités importantes d'herbe ou de foin par jour, en plus d'autres aliments de haute valeur nutritionnelle comme les tourteaux, le maïs ou les céréales. Conscient de cette exigence, le promoteur s'est lancé dans la culture fourragère, indispensable pour garantir une alimentation



Mamadou MBOUP nourrit de grandes ambitions pour son exploitation agropastorale.



stable au bétail. Bien qu'encore timide dans sa mise en œuvre, la production fourragère représente une composante stratégique pour l'autonomie alimentaire de son cheptel. « J'ai lancé la culture de fourrage pour nourrir mes animaux. Ce n'est pas encore au niveau souhaité, mais je progresse petit à petit. Le forage en panne a posé un problème d'approvisionnement en eau. Ce qui a causé un retard dans la mise en œuvre de cette activité. Mais, après la réparation du forage, je compte augmenter les superficies cultivées et améliorer le rendement avec l'appui des techniciens du projet », souligne le promoteur.

L'objectif affiché par cet entrepreneur est d'avoir une exploitation autonome, productive, et qui crée de l'emploi local. Une initiative qui peut inspirer d'autres jeunes à

s'intéresser à l'élevage et saisir les opportunités réelles dans ce secteur. « Ce projet est pour moi un rêve devenu réalité. Depuis longtemps, je me suis engagé dans l'élevage moderne avec des moyens limités. Grâce à l'appui du PRAPS2-SN, j'ai pu faire des investissements consistants », confie Mamadou Mboup.

Outre l'appui à l'élaboration d'un plan d'affaires bancable et le financement reçu, l'exploitant bénéficie d'un suivi et d'un appui-conseil adaptés et rapprochés pour la mise en œuvre optimale de son sous-projet.

A plan national, le PRAPS-2 Sénégal appuie 17 sous-projets à hauteur de 123 539 358 F CFA.

Baye Makébé Sarr



TCHAD



Au cœur des marchés à bétail d'Oyo Un souffle nouveau pour le pastoralisme

Dans le cadre du Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel – Phase 2 (PRAPS-2), le Tchad renforce ses infrastructures pastorales avec la construction de douze nouveaux marchés à bétail, en complément aux douze infrastructures marchandes déjà réalisées lors de la première phase du projet. Ces initiatives s'inscrivent dans une dynamique de structuration et de modernisation des circuits de commercialisation du cheptel dans les zones d'intervention du projet.

Une mission d'information et de sensibilisation conduite par le PRAPS-2 Tchad s'est récemment rendue au marché à bétail d'Oyo, dans la province du Guéra. Cette intervention visait à échanger avec les différents acteurs autour de thématiques cruciales telles que la vaccination du cheptel ou encore les tracasseries administratives et logistiques rencontrées dans ces lieux de commerce.

Au cœur de ce marché, les femmes s'illustrent par leur résilience et leur rôle actif dans les activités génératrices de revenus. C'est le cas de Fatime ANIGUE, vendeuse de foin en cette période de soudure marquée par une rareté du pâturage. « *J'ai ramassé l'herbe au début de la saison sèche et je l'ai soigneusement conservée. Aujourd'hui, je viens la vendre ici au marché pour nourrir ma famille et assurer la scolarité de mes enfants. Je vends le tas à 500 francs CFA* », explique-t-elle avec fierté.

De son côté, Alhadj Mahamat ADOUDOU, venu du village de Chawir, à 45 kilomètres de Mongo, est l'un des nombreux acheteurs de foin. « *Je suis contraint d'en acheter pour nourrir mon bétail, faute de pâturages suffisants. Cela me permet de les maintenir en bon état et de les revendre à un bon prix* », confie-t-il.

Au-delà des échanges commerciaux, des figures clés assurent le bon fonctionnement et la sécurité du marché : les garants. Désignés par leur communauté, ils veillent à la sûreté des vendeurs et à la régularité des transactions. Mahamat Hassan ALKHALI, garant au marché de Mongo, témoigne : « *Nos parents viennent vendre leur cheptel, parfois dix ou vingt têtes. Ils nous confient leur argent à la fin de la journée et le récupèrent à leur retour. Certains refusent de déposer leurs fonds en banque et repartent avec plusieurs millions de francs CFA sur eux.* »

Outre leur rôle sécuritaire, les garants ont également pour mission de certifier la provenance du bétail.

« *J'ai dû me rendre jusqu'au Nigeria pour attester que du bétail appartenait bien à un vendeur tchadien faussement accusé* », raconte Mahamat.

Malgré l'importance de leur rôle, la rémunération des garants demeure modique. « *Nous percevons 200 francs CFA par tête de bétail vendue, conformément à la loi de finances en vigueur. Auparavant, notre rémunération était de 2 500 francs CFA par tête* », regrette Mahamat Hassan.

À travers ces témoignages, se dessine un panorama vivant des marchés à bétail, véritables carrefours économiques et sociaux dans les zones rurales tchadiennes. Le renforcement de ces structures par le PRAPS-2 Tchad apparaît ainsi comme un levier stratégique pour la vitalité du secteur pastoral, au service des communautés.

Mahamat Abderamane Souleymane

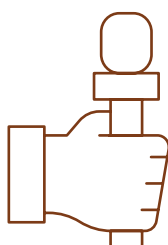


Le marché d'Oyo se distingue par une fréquentation soutenue, révélatrice de son rôle central dans les échanges économiques locaux.



PARTIE PRENANTE

INTERVIEW



M. Rasmané OUEDRAOGO,
Secrétaire Exécutif de la COFENABVI-AO

“
« L'appui du PRAPS-2 a porté
essentiellement sur le développement
des infrastructures de production et de
commercialisation, du capital humain
et la recherche des débouchés et
opportunités d'affaires »,
”

Dans cet entretien, M. Rasmané OUEDRAOGO, Secrétaire Exécutif de la Confédération des Fédérations Nationales et Interprofessions de la Filière Bétail Viande de l'Afrique de l'Ouest (COFENABVI-AO) présente son organisation et met en lumière les avancées concrètes du Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel-Phase 2 (PRAPS-2), notamment dans le renforcement des chaînes de valeur du bétail dans la région.

Pouvez-vous présenter la Confédération des fédérations nationales de la filière bétail viande de l'Afrique de l'Ouest (COFENABVI - AO) ?

Rasmané OUEDRAOGO : La Confédération des Fédérations Nationales et Interprofessions de la Filière Bétail viande de l'Afrique de l'Ouest (COFENABVI-AO) a été créée en 2004 à Bamako au Mali grâce à la volonté et la détermination des acteurs de la Filière Bétail Viande, suite à la crise ivoirienne de septembre 2002.

De nos jours, la COFENABVI-AO couvre 13 pays, à savoir, le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée Bissau, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Nigeria, le Sénégal, le Tchad et le Togo. Le siège de la COFENABVI-AO est à Abidjan en République de Côte d'Ivoire et son Secrétariat Exécutif est basé à Ouagadougou au Burkina Faso.

La COFENABVI-AO ambitionne être une Organisation Professionnelle Régionale de référence, représentative et légitime des acteurs des chaînes de valeur bétail-viande au Sahel et en Afrique de l'Ouest. A ce titre, elle est un cadre de concertation, de réflexion, de propositions et d'actions, tout en étant un organe de représentation des Interprofessions ou des organisations professionnelles nationales représentatives et légitimes des acteurs de la filière bétail et viande au Sahel et en Afrique de l'Ouest.

La COFENABVI-AO a pour Mission de « Promouvoir les chaînes de valeur Bétail-Viande pour la sécurité et la souveraineté alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest et au Sahel ».





La Vision de la COFENABVI-AO est celle d'une « **Filière bétail-viande régionale forte, intégrée, performante, résiliente et compétitive, pourvoyeuse de revenus et d'emplois décents pour les acteurs/actrices des chaînes de valeur, répondant à une demande croissante en produits carnés de qualité et contribuant à la sécurité et à la souveraineté alimentaire et nutritionnelle des populations du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest** ».

Permettez-moi de préciser que la COFENABVI-AO intervient dans cinq (5) domaines prioritaires à savoir :

01

Développement Institutionnel et Organisationnel, capacitation des acteurs et amélioration du pilotage et de la gouvernance de la Filière Bétail-Viande ;



02

Intensification des Systèmes de production et amélioration de la productivité et de la compétitivité de la filière Bétail-Viande ;



03

Développement et gestion durable des infrastructures et équipements de production, de transformation et de commercialisation aux normes ;



04



Promotion de la transformation et de la consommation de la viande, des cuirs et peaux et autres sous-produits ;

05



Modernisation, facilitation et promotion du commerce intrarégional du bétail et de la viande.



En plus de ces cinq domaines et conformément à sa mission et à sa vision, la COFENABVI-AO contribue à l'identification, à la formulation, à la mise en œuvre et au suivi-évaluation-capitalisation des politiques, stratégies, plans, programmes et projets en lien avec le développement du secteur de l'élevage et notamment de la filière bétail-viande à l'initiative des Etats, Organisations Inter-Gouvernementales (OIG), Projets

régionaux, Partenaires Techniques et Financiers, des Organisations Non Gouvernementales (ONG) et des Organisations Professionnelles Régionales (OPR) sœurs. Le Projet Régional d'Appui au Pastoralisme (PRAPS) en est une illustration, puisque la COFENABVI-AO a été impliquée dans la formulation et la mise en œuvre de sa première phase et siège au Comité régional de pilotage.

Le Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel-Phase 2 (PRAPS-2) s'investit dans le développement des chaînes de valeur du bétail. Comment ses réalisations impulsent-elles les activités de vos membres et dynamisent l'économie pastorale au Sahel et en Afrique de l'Ouest ?

Rasmané OUEDRAOGO : Avant de répondre à votre question, permettez-moi de rappeler les appuis notables dont la COFENABVI-AO a bénéficié de la part du PRAPS-2. Je voudrais citer :

- l'appui à l'organisation du Salon International du Bétail et de la Viande de l'Afrique de l'Ouest (SIBVAO) en 2023, à Abidjan en Côte d'Ivoire ;
- la formation d'un Formateur par pays à l'utilisation du Guide de bonnes pratiques de construction et de gestion des marchés à bétail en 2024 ;
- la participation conjointe « COFENABVI-AO-APESS-RBM » au « Salon International de l'Agriculture et des Ressources Animales (SIARA) en 2024, à Dakar au Sénégal ;
- la formation de trois cadres sur la Violence basée sur le genre (VBG) et les mesures de Sauvegardes environnementales et sociales en 2024.

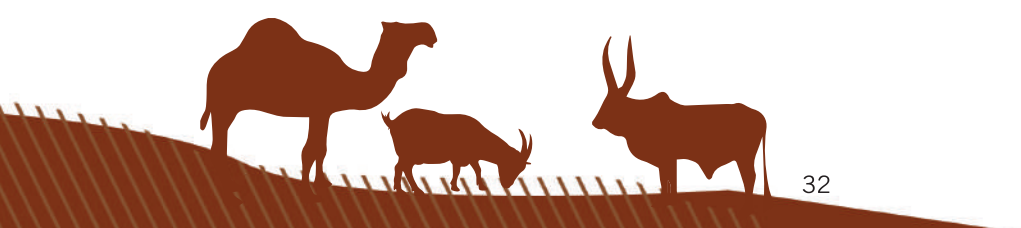
En plus de ces activités menées avec l'accompagnement de l'Unité de Coordination Régionale, il y a celles réalisées dans les pays avec les appuis des Unités de Coordination Nationales (réalisations de forages pastoraux, construction des parcs à vaccination, marchés à bétail, formations, ...) mais dont le suivi-évaluation- capitalisation et remontée par nos membres ne sont pas toujours exhaustives.

Comme vous pouvez le constater, l'appui du PRAPS-2 a porté essentiellement sur le développement des infrastructures de production et de commercialisation, du capital humain et la recherche des débouchés et opportunités d'affaires ; toute chose qui contribue à impulser les activités de nos membres et à dynamiser l'économie pastorale.

Aujourd'hui, comment les acteurs de la filière bétail viande s'organisent pour réduire les effets de l'insécurité civile sur la mobilité du bétail et l'approvisionnement des marchés dans la région ?

Rasmané OUEDRAOGO : Les résultats de l'étude intitulée « Inventaire des infrastructures marchandes stratégiques dans les zones transfrontalières et l'accès aux services digitaux dans l'espace CILSS », réalisée par le CILSS (INSAH/PRA Accès aux Marchés) en 2023, confirment de manière indiscutable que l'insécurité civile et physique—comprenant le terrorisme, le grand banditisme, les conflits communautaires, les tensions

entre agriculteurs et éleveurs, ainsi que le vol de bétail—exerce des impacts directs ou indirects, plus ou moins marqués, sur la mobilité du bétail, les infrastructures et sites marchands transfrontaliers, les services digitaux, ainsi que sur les services de soutien au commerce intrarégional. Ces facteurs influencent également les flux transfrontaliers et les prix, en fonction des pays, des localités et des marchés.



Parmi les effets observés, on peut noter :

- la fermeture de certains marchés ;
- la baisse du niveau de fréquentation ;
- la dégradation partielle des infrastructures ;
- la réduction du temps d'animation ;
- la baisse des flux transfrontaliers du bétail selon les corridors ;
- la perturbation des circuits d'approvisionnement ;
- la non ou faible disponibilité des services d'appui au commerce dans certaines localités ;
- la non ou faible disponibilité des services digitaux dans certaines localités ;
- la fermeture de corridors selon les pays ;
- la baisse des services des transports (Nombre de camions) ;
- l'augmentation des frais d'approche et in fine les prix du bétail ;
- l'amplification du phénomène du vol du bétail.

Aussi, face aux insécurités civile et physique les pasteurs, agro-pasteurs et acteurs du commerce transfrontaliers ont développé des stratégies d'adaptation ou de résilience au nombre desquelles on peut citer :

- la création de voies de contournement (modification des itinéraires ou circuits de commercialisation) pour éviter les zones à risque ou sous contrôle de groupes armés, ce qui entraîne une augmentation des distances et des frais d'approche ;
- l'utilisation accrue des services digitaux (informations, transactions financières, commandes, etc.) ;
- la dispersion du bétail pour le mettre à l'abri ;
- le recours à l'escorte des forces de l'ordre ou le déplacement en convois, en évitant les voyages de nuit dans les zones dangereuses ;
- le recours à des correspondants ou acheteurs locaux ;
- la « migration-fuite » vers des pays ou zones plus sécurisés ;
- le recours aux comités villageois de médiation et d'intermédiation en cas de conflits agriculteurs-éleveurs, souvent préférés à l'intervention de l'administration, jugée parfois insuffisamment neutre ;
- la reconversion ou le changement d'activités.

Plusieurs analyses prospectives prédisent la hausse de la demande en viande dans la région. Selon vous, quelles conditions sont à remplir afin que les pasteurs et agro-pasteurs sahéliens tirent profit de l'accroissement des besoins en produits carnés ?

Rasmané OUEDRAOGO : En Afrique de l'Ouest et particulièrement au Sahel, le défi majeur de la filière bétail-viande demeure celui de nourrir convenablement, en viande rouge et produits carnés, une population de plus en plus nombreuse, fortement urbanisée, très souvent disposant de faibles revenus.

La hausse de la demande en viande est une tendance durable, portée par des déterminants structurels. Le taux de croissance annuel de la demande en viande rouge est estimé à 4 %, alors que celui de l'offre en bétail est d'environ 2 %. Ce déséquilibre structurel est aggravé par les effets du changement climatique, les contraintes à la transhumance transfrontalière, l'insécurité généralisée, l'amplification du vol de bétail,

et la « migration-fuite » des pasteurs et agro-pasteurs vers le sud des pays producteurs, le nord des pays côtiers et même au-delà.

Nous assistons ainsi à des glissements et mutations des zones, systèmes et modes de production, de consommation et des circuits de commercialisation. Si rien n'est entrepris de manière volontaire, structurelle, holistique, concertée, coordonnée, massive et adaptée, je crains fort que les pays sahéliens comme le Burkina Faso et dans une moindre mesure le Mali et le Niger ne perdent, dans 10 à 20 ans, les avantages comparatifs qu'ils ont actuellement dans le secteur de l'élevage et de la filière bétail-viande.



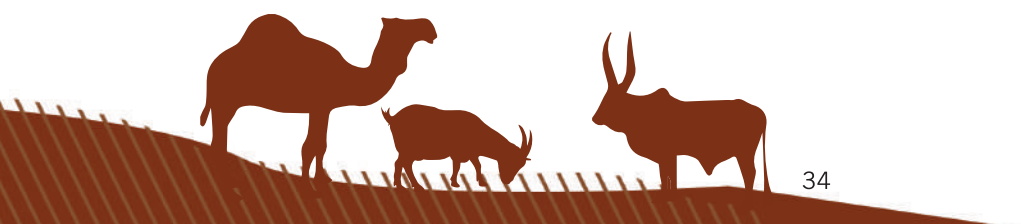
Pour revenir à votre question, à savoir « quelles conditions sont à remplir afin que les pasteurs et agro-pasteurs sahéliens tirent profit de l'accroissement des besoins en produits carnés », je pense qu'il faut travailler, dans une synergie d'actions, la complémentarité et la subsidiarité, à relever les défis suivants :

1. Réduction drastique de l'insécurité civile et sanitaire : paix et cohésion sociale ;
2. Disponibiliser des ressources humaines en nombre et en qualité pour assurer le conseil agricole, la santé animale, l'appui-conseil et le développement de la filière bétail-viande ;
3. Intensification des systèmes de production, amélioration de la productivité et de la compétitivité et modernisation des techniques et pratiques commerciales dans la filière bétail-viande ;
4. Assurance de la sécurité alimentaire, sanitaire et nutritionnelle du bétail et de la sécurité physique des éleveurs et du bétail ;
5. Renforcement des capacités institutionnelles, organisationnelles, managériales, techniques et de négociation des OPRs/ Représentativité, légitimité et viabilité des OPRs ;
6. Amélioration de l'organisation et de la gestion des infrastructures et équipements de production, de transformation et de commercialisation des marchés à bétail ;
7. Promotion de la transformation, de la conservation et de l'exportation de la viande ;
8. Accroissement du financement public et privé durable (Volume, pertinence et qualité des affections) dans la filière bétail-viande et la capacité de mobilisation des ressources internes ;
9. Réduction des lourdeurs administratives, des entraves et tracasseries routières ;
10. Promotion des systèmes d'information commerciale adaptés, efficaces, efficients et performant avec une forte implication des acteurs ;
11. Actualisation, harmonisation, transposition et application effective des textes et instruments régissant la transhumance transfrontalière, le commerce intrarégional des produits ASPH, la pharmacie vétérinaire et le marché des produits vétérinaires ;
12. Protection du marché régional des produits de la filière bétail-viande face à la concurrence déloyale.

Avez-vous un mot pour clore cette interview ?

Rasmané OUEDRAOGO : En guise de mot de fin, je dirai que la COFENABVI-AO joue un rôle crucial dans le développement durable de la filière bétail-viande au Sahel et en Afrique de l'Ouest. Face aux défis actuels, tels que l'insécurité et l'augmentation de la demande en produits carnés, il est impératif que tous les acteurs unissent leurs efforts pour construire un avenir résilient et prospère. La coopération entre les pays membres, les organisations interprofessionnelles et les partenaires

techniques sera essentielle pour garantir la sécurité alimentaire et la pérennité des ressources. Nous sommes convaincus qu'avec une approche coordonnée et des actions concrètes, une responsabilisation réelle des OPR et de leurs membres, nous pouvons transformer ces défis en opportunités, assurant ainsi un avenir florissant pour nos acteurs des chaînes de valeur bétail-viande et la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations de la région.



INNOVATIONS

Mamadou Alpha Sy

Le succès d'un agro-entrepreneur visionnaire

À Ndioum, dans le département de Podor, région de Saint-Louis au Sénégal, Mamadou Alpha Sy incarne le modèle de l'agro-entrepreneur visionnaire et ambitieux. À la tête d'une ferme intégrée, il assure un approvisionnement régulier en viande de qualité, tant aux populations qu'aux entités administratives, tout en créant des emplois au profit des jeunes de la localité. Porté par l'accompagnement du Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel-Phase 2 (PRAPS-2) aux sous-projets innovants de la chaîne de valeur du bétail, le promoteur de SEFE (Sy et Frères Entreprise) Agrobusiness nourrit l'ambition de transformer son exploitation en un fleuron de l'entrepreneuriat agropastoral.

Mamadou Alpha Sy fait ses premiers pas dans l'entrepreneuriat agricole en 2008. Le jeune entrepreneur se souvient encore des contraintes financières et techniques qui freinaient le développement de son exploitation. Aujourd'hui, sur une superficie de

six hectares, il mène une diversité d'activités telles que l'embouche bovine et de petits ruminants, la production fourragère, l'aviculture, la pisciculture, la commercialisation de la viande, la culture de céréales (blé et riz), le maraichage et l'arboriculture (citronniers,



L'appui du PRAPS-2 m'a permis d'introduire la production fourragère, d'installer une étable, d'acquérir plus d'animaux pour l'embouche et de formaliser ma boucherie. J'ai ainsi multiplié mon chiffre d'affaires par cinq et recruté 14 salariés permanents. »

Mamadou Alpha Sy
Agro-entrepreneur/Sénégal



manguiers, goyaviers, papayers). « L'appui du PRAPS-2 m'a permis d'introduire la production fourragère, d'installer une étable, d'acquérir plus d'animaux pour l'emboûche et de formaliser ma boucherie », indique-t-il. Sélectionné à la suite d'un appel à projets, M. SY a bénéficié d'un appui à la formulation de son plan d'affaires et d'un financement de 09 millions de francs CFA environ, représentant 60% du montant total de son sous-projet. Pour l'entrepreneur, l'appui-conseil reçu et le suivi de son initiative par les équipes du projet, appuyées par un opérateur, ont été déterminants dans le renforcement de son leadership et de ses compétences en gestion.

Le responsable de SEFE Agrobusiness se réjouit d'avoir mis en place un modèle de production circulaire aux retombées significatives. « Le Maralfalfa, plante fourragère à haute valeur nutritive, combiné aux résidus de céréales cultivées sur place, couvre près de 90% des besoins alimentaires de son cheptel. Ce régime garantit un engraissement efficace des animaux en un cycle de trois mois au maximum et une qualité de viande appréciée, que je commercialise dans ma propre boucherie. Par ailleurs, les matières organiques issues de l'élevage sont utilisées à l'effet de fertiliser le sol pour les cultures fourragères, céréalières et maraîchères », explique-t-il.

« Depuis deux ans, nous gagnons du terrain », affirme Mamadou Alpha SY, illustrant la montée en puissance de son entreprise dans le marché de la viande à Podor et dans les localités environnantes. Il affirme abattre et commercialiser mensuellement dans sa boucherie au moins 15 bovins et 3 500 poulets, ainsi que du poisson. Par ailleurs, il s'est imposé comme le fournisseur principal de viandes à plusieurs administrations dont l'hôpital de Ndioum. M. SY confie avoir vite identifié une forte demande en viande de qualité et pris immédiatement la résolution de la combler. « Depuis

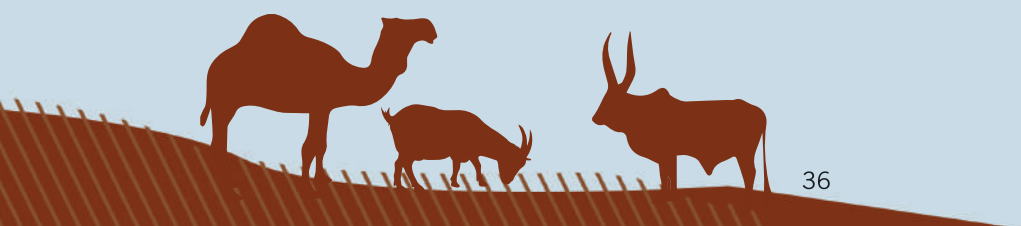
nos débuts, notre chiffre d'affaires a été multiplié par cinq », affirme Mamadou Alpha Sy. Aujourd'hui, le volume d'affaires annuel est estimé à 250 millions de francs CFA. Cette croissance s'est également traduite par un renforcement de l'équipe, passée de quatre à quatorze employés permanents, sans compter les intervenants saisonniers mobilisés selon les besoins.

Lors du Forum africain des systèmes alimentaires tenu du 30 août au 05 septembre 2025 à Dakar au Sénégal, le Ministre de l'Agriculture, de la Souveraineté Alimentaire et de l'Élevage, Dr Mabouba DIAGNE, a décerné à Mamadou Alpha Sy un prix de champion, saluant son engagement exemplaire en faveur de l'excellence.

L'entrepreneur projette d'étendre sa production fourragère de 1 à 4 hectares, d'ouvrir 15 boucheries modernes dans la zone nord du pays et de multiplier par dix son chiffre d'affaires initial d'ici fin 2026. Animé par une volonté de partage et un sens élevé de la citoyenneté, il encourage les jeunes à embrasser l'entrepreneuriat agricole et pastoral, afin de contribuer au développement de leurs communautés, en retour de la formation et de la socialisation dont ils ont bénéficié.

Au Sénégal, le PRAPS-2 accompagne 17 sous-projets innovants pour un montant total de 123 millions de francs CFA. Mis en œuvre dans six pays (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad), le projet œuvre au renforcement de la résilience des pasteurs et des agropasteurs dans certaines zones ciblées du Sahel. Placé sous la coordination régionale du Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS), il est financé à hauteur de 297,73 milliards de francs CFA (517 millions de dollars US) par la Banque mondiale et les Etats participants.

Roger SANKARA



PASTO PLUS

ANNÉE INTERNATIONALE DES PARCOURS ET DES PASTEURS EN 2026

Au Sahel, en l'Afrique de l'Ouest et du Centre, l'heure de la mobilisation a sonné

Sur initiative de la Mongolie, l'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé 2026 Année internationale des parcours et des pasteurs. Pour une participation active des organisations pastorales et des acteurs de l'élevage du Sahel, de l'Afrique de l'Ouest et du Centre à cette célébration, le Groupe de Travail sur le Pastoralisme a organisé, sous l'égide du CILSS, de la FAO et du groupe de soutien de l'Année internationale, un webinaire d'information, le mardi 23 septembre 2025.

L'objectif visé est de fédérer les acteurs du Sahel, de l'Afrique de l'Ouest et du Centre autour des événements marquant l'Année internationale des parcours et des pasteurs, en définissant les voies et moyens pour valoriser leurs initiatives, leurs messages et leurs attentes.

En ouvrant la rencontre, le Secrétaire Exécutif du CILSS, Dr Abdoulaye MOHAMADOU, a souligné que cette célébration représente une opportunité historique pour mettre en exergue la richesse, la résilience et la pertinence des systèmes pastoraux dans la gestion durable des ressources naturelles, la sécurité alimentaire des populations, la cohésion sociale et la paix dans les territoires du Sahel, de l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Il a également affirmé que l'Année internationale constitue un levier stratégique pour impulser des décisions fortes, traduisant les engagements pris notamment dans le cadre de la Déclaration du Forum de haut niveau sur le pastoralisme au Sahel « Nouakchott+10 », en faveur du développement de l'élevage et de la sécurisation du pastoralisme. Il a invité l'ensemble des parties prenantes à s'approprier pleinement cette célébration et à proposer des modalités concrètes de participation régionale pour consolider l'essor des systèmes pastoraux.

Les différentes interventions du Secrétariat mondial de l'Année internationale, de la FAO et du Groupe de soutien de l'Afrique de l'Ouest et du Centre ont

relevé le rôle fondamental du pastoralisme en tant qu'activité économique essentielle pour des millions de personnes à travers le monde, ainsi que sa contribution à la fourniture de nombreux services écosystémiques : captation du carbone organique des sols, fertilisation naturelle, préservation de la biodiversité et de la structure des sols, entre autres. Les intervenants ont également évoqué les défis persistants liés à la concurrence sur les ressources naturelles, à l'insécurité foncière et au déficit d'investissements.

L'Année internationale des parcours vise ainsi à sensibiliser sur l'importance des pâturages et du pastoralisme, à reconnaître le pastoralisme durable comme mode de vie, à encourager l'engagement des parties prenantes et à promouvoir un investissement responsable.

La feuille de route de la célébration prévoit un lancement officiel en décembre 2025, plusieurs événements régionaux et internationaux tout au long de l'année 2026, ainsi qu'une cérémonie de clôture en 2027. Tout au long de l'année 2026, le public sera sensibilisé aux enjeux du pastoralisme à travers des thématiques mensuelles. Ces activités ouvriront la voie à une décennie d'actions en faveur du pastoralisme, avec en perspective l'institutionnalisation d'une Journée internationale des parcours et des pasteurs.



Les représentants des organisations pastorales (APESS, RBM, ROPPA) ont salué la proclamation de cette Année internationale et souligné l'importance d'inscrire cette célébration dans les dynamiques régionales, notamment la Déclaration de Nouakchott de 2024 et la stratégie régionale pour le développement de l'élevage et la sécurisation du pastoralisme au Sahel et en Afrique de l'Ouest. Ils ont aussi préconisé de valoriser les thématiques liées à la mobilité pastorale en lien avec l'insécurité civile, à l'hydraulique pastorale, à la gouvernance foncière et à la place des femmes dans le pastoralisme.

Les parties prenantes ont appelé à intensifier la communication collective, en s'appuyant sur les ressources et les canaux existants pour assurer une information efficace de tous, une visibilité accrue des actions et des messages portés par les acteurs du pastoralisme.

Roger SANKARA

“

L'Année internationale des parcours et des pasteurs se présente comme un tremplin pour prendre des décisions fortes à l'effet de concrétiser les engagements déjà souscrits et de maintenir dans le long terme l'action publique internationale en faveur du développement pastoral. ”

Dr Abdoulaye MOHAMADOU
Secrétaire exécutif du CILSS



AGENDA

10
nov.
au
05
déc.
2025

La neuvième mission d'appui à la mise en œuvre du PRAPS-2 se tiendra du 10 au 20 novembre 2025, suivie de la présynthèse du 1^{er} au 05 décembre 2025 par visio-conférence. Il s'agira d'analyser les progrès réalisés dans la conduite des activités pendant le deuxième semestre de l'année en cours, d'identifier les défis rencontrés et de proposer des plans d'actions prioritaires pour accélérer l'atteinte des résultats.

08
déc.
2025

La réunion de synthèse de la neuvième mission d'appui à la mise en œuvre du PRAPS-2 aura lieu le 08 décembre 2025 à Ouagadougou au Burkina Faso. L'objectif de la réunion de synthèse est de tirer les conclusions et les enseignements de la neuvième mission d'appui à la mise en œuvre du projet.

09
au
10
déc.
2025

La huitième réunion du Comité technique régional se tiendra les 9 et 10 décembre 2025 à Ouagadougou. Son objectif est d'analyser les résultats de la neuvième mission d'appui à la mise en œuvre du projet, et adopter le PTBA 2026.





📍 Ouaga 2000, Porte N°2754, Boulevard Mouammar Kadhafi

✉ 03 BP 7049 Ouagadougou 03 - ☎ : +226 25 49 96 00

@ : administration.se@cilss.int

🌐 : www.praps-cilss.org

✕ : @prapsregionnal

f : PRAPS